

DEC 51/2012

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2012-2013

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 20 décembre 2012

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 20 décembre 2012

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Virement de crédits n° DEC 51/2012 à l'intérieur de la section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2012



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 13 décembre 2012
(OR. en)**

17416/12

FIN 1021

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission
Date de réception: 10 décembre 2012
Destinataire: Monsieur Vassos SHIARLY, président du Conseil de l'Union européenne
Objet: Virement de crédits n° DEC 51/2012 à l'intérieur de la section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2012

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC 51/2012.

p.j.: DEC 51/2012



BRUXELLES, LE 06/12/2012

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2012

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 11, 12,
13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 51/2012

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS**DU CHAPITRE** – 01 01 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières»

ARTICLE – 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Affaires économiques et financières»

CND - 1 302 458

DU CHAPITRE – 02 01 Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises»

ARTICLE – 02 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Entreprises»

CND - 1 710 902

POSTE – 02 01 02 01 Personnel externe

CND - 75 699

DU CHAPITRE – 03 01 Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence»

ARTICLE – 03 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine de la politique «Concurrence»

CND - 1 816 483

POSTE – 03 01 02 01 Personnel externe

CND - 200 000

DU CHAPITRE – 04 01 Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales»

ARTICLE – 04 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Emploi et affaires sociales»

CND - 1 439 749

DU CHAPITRE – 05 01 Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural»

ARTICLE – 05 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Agriculture et développement rural»

CND - 2 418 778

DU CHAPITRE – 06 01 Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports»

ARTICLE – 06 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Mobilité et transports»

CND - 825 456

DU CHAPITRE – 07 01 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat»

Article – 07 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Environnement et action pour le climat»

CND - 1 463 745

POSTE - 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion

CND - 200 000

DU CHAPITRE – 08 01 Dépenses administratives du domaine politique «Recherche»		
ARTICLE – 08 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Recherche»	CND	- 220 762
DU CHAPITRE – 09 01 Dépenses administratives du domaine politique «Société de l’information et médias»		
ARTICLE – 09 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Société de l’information et médias»	CND	- 959 833
DU CHAPITRE – 11 01 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche»		
ARTICLE – 11 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Affaires maritimes et pêche»	CND	- 712 676
DU CHAPITRE – 12 01 Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur»		
ARTICLE – 12 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Marché intérieur»	CND	- 1 123 004
POSTE – 12 01 02 01 Personnel externe	CND	- 300 000
DU CHAPITRE – 13 01 Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale»		
ARTICLE – 13 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Politique régionale»	CND	- 1 420 552
DU CHAPITRE – 14 01 Dépenses administratives du domaine de la politique «Fiscalité et union douanière»		
ARTICLE – 14 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine de la politique «Fiscalité et union douanière»	CND	- 1 058 216
POSTE – 14 01 02 01 Personnel externe	CND	- 400 000
DU CHAPITRE – 15 01 Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture»		
ARTICLE – 15 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Éducation et culture»	CND	- 1 254 981
POSTE – 15 01 02 01 Personnel externe	CND	- 200 000
DU CHAPITRE – 16 01 Dépenses administratives du domaine politique «Communication»		
POSTE – 16 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Communication»: siège	CND	- 1 485 341
DU CHAPITRE – 17 01 Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»		
ARTICLE – 17 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Santé et protection des consommateurs»	CND	- 1 866 875
POSTE – 17 01 02 01 Personnel externe	CND	- 200 000
DU CHAPITRE – 18 01 Dépenses administratives du domaine politique «affaires intérieures»		
ARTICLE – 18 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «affaires intérieures»	CND	- 731 873
DU CHAPITRE – 19 01 Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures»		
POSTE – 19 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du «Service des instruments de politique étrangère»	CND	- 177 569
DU CHAPITRE – 20 01 Dépenses administratives du domaine politique «Commerce»		
POSTE – 20 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale du commerce	CND	- 1 135 002

DU CHAPITRE – 21 01 Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»		
POSTE – 21 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid	CND	- 1 823 682
POSTE – 21 01 02 01 Personnel externe de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid	CND	- 700 000
DU CHAPITRE – 22 01 Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement»		
POSTE – 22 01 01 01 Dépenses liées au personnel en activité de la direction générale «Élargissement»	CND	- 561 502
DU CHAPITRE – 23 01 Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire»		
ARTICLE – 23 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Aide humanitaire»	CND	- 482 316
DU CHAPITRE – 25 01 Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»		
POSTE – 25 01 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»	CND	- 3 393 865
POSTE – 25 01 01 03 Traitements, indemnités et allocations liés aux membres de l'institution	CND	- 200 000
DU CHAPITRE – 26 01 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»		
ARTICLE – 26 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Administration de la Commission»	CND	- 2 538 758
POSTE – 26 01 02 01 Personnel externe	CND	- 150 000
DU CHAPITRE – 27 01 Dépenses administratives du domaine politique «Budget»		
ARTICLE – 27 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Budget»	CND	- 1 003 025
POSTE – 27 01 02 09 Personnel externe - Gestion non décentralisée	CND	- 2 658
POSTE – 27 01 02 19 Autres dépenses de gestion – Gestion non décentralisée	CND	- 2 521 643
DU CHAPITRE – 28 01 Dépenses administratives du domaine politique «Audit»		
ARTICLE – 28 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Audit»	CND	- 239 958
DU CHAPITRE – 29 01 Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques»		
ARTICLE – 29 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Statistiques»	CND	- 1 535 732
POSTE – 29 01 02 01 Personnel externe	CND	- 600 000
DU CHAPITRE – 30 01 Dépenses administratives du domaine politique «Pensions et dépenses connexes»		
POSTE – 30 01 13 01 Indemnités transitoires	CND	- 400 000
POSTE – 30 01 13 02 Pensions des anciens membres et de leurs dépendants survivants	CND	- 300 000
POSTE – 30 01 14 01 Indemnités en cas de mise en disponibilité, de retrait d'emploi et de licenciement	CND	- 290 000
POSTE – 30 01 14 02 Couverture des risques de maladie	CND	- 40 000
POSTE – 30 01 15 01 Pensions, allocations d'invalidité et allocations de départ	CND	- 11 900 000
POSTE – 30 01 15 02 Couverture des risques de maladie	CND	- 1 000 000

DU CHAPITRE – 31 01 Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques»		
ARTICLE – 31 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Services linguistiques»	CND	- 7 664 264
POSTE – 31 01 02 01 Personnel externe	CND	- 300 000
POSTE – 31 01 07 01 Dépenses de traduction	CND	- 1 500 000
DU CHAPITRE – 32 01 Dépenses administratives du domaine politique «Énergie»		
ARTICLE – 32 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Énergie»	CND	- 1 348 565
POSTE – 32 01 02 01 Personnel externe	CND	- 150 000
DU CHAPITRE – 33 01 Dépenses administratives du domaine politique «Justice»		
ARTICLE – 33 01 01 Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Justice»	CND	- 703 078

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE – 25 01 Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»		
POSTE - 25 01 02 11 Autres dépenses de gestion du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»	CND	1 450 000
AU CHAPITRE – 26 01 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»		
POSTE – 26 01 22 02 Acquisition et location d'immeubles à Bruxelles	CND	56 367 000
POSTE – 26 01 23 02 Acquisition et location d'immeubles à Luxembourg	CND	8 232 000

Budget 2012 : justification du virement «salaires et immeubles»

Les crédits correspondant aux rémunérations et aux pensions, tels que votés dans le budget 2012, ont été calculés avec une prévision d'adaptation en décembre 2011 de 0,9 %. Toutefois, en décembre 2011, le Conseil a décidé¹ de refuser toute adaptation salariale, rejetant l'adaptation de 1,7 % proposée par la Commission en application des dispositions réglementaires applicables². Actuellement, la Cour de justice de l'Union européenne doit encore se prononcer sur cette mesure.

En l'absence d'adaptation en décembre 2011, l'exécution du budget 2012 relative aux dépenses des salaires et pensions présente des crédits qui seront disponibles à la fin de l'exercice. Par ailleurs, afin d'être en mesure de réaliser la première tranche de 1 % de réduction de son personnel à partir de 2013, la Commission a mis en place un système obligeant les services à rendre les postes correspondants, de manière à pouvoir atteindre le niveau requis pour la réduction de 1 % de ses tableaux des effectifs au 1^{er} janvier 2013. L'introduction de cette mesure non anticipée lors de la préparation du projet de budget 2012 a contribué à augmenter le niveau des crédits disponibles pour les salaires à la fin de 2012.

L'impact de ces facteurs s'élève à 61,8 millions d'EUR, dont 47,9 millions d'EUR au titre de salaires (lignes budgétaires XX 01 01 01, XX 01 02 01, 25 01 01 03 et 27 01 02 09) et 13,9 millions d'EUR au titre de pensions (lignes budgétaires 30 01 13 01/02, 30 01 14 01/02 et 30 01 15 01/02).

En outre, les prévisions de besoins jusqu'à la fin de l'année permettent de redéployer 2,5 millions d'EUR sur la ligne 27 01 02 19 (crédits pour autres dépenses de gestion de l'ensemble des services, non accordés à un domaine politique spécifique en début d'année), de 1,5 million d'EUR sur la ligne 31 01 07 01 (prestations de traduction externe) et de 0,2 million d'EUR sur la ligne 07 01 02 11 (autres dépenses de gestion du domaine «Environnement et action pour le climat»).

Etant donné que l'arrêt de la Cour de justice est attendu pour le début de 2013, le projet de budget 2013 ne disposera pas des moyens nécessaires pour couvrir les dépenses relatives à la période allant de juillet 2011 à décembre 2012 (18 mois), qui découleraient d'un arrêt favorable au recours introduit par la Commission, tandis que les crédits 2012 non utilisés relatifs aux dépenses de personnel ne peuvent pas faire l'objet d'un report³. Par conséquent, le présent virement vise à redéployer les crédits mis en évidence ci-dessus afin d'anticiper certaines dépenses et de créer ainsi une certaine marge de manœuvre dans le budget 2013, qui permettrait de couvrir, le moment venu, les dépenses supplémentaires résultant le cas échéant de l'arrêt de la Cour et d'éviter, dans la mesure du possible, de devoir solliciter des crédits supplémentaires en 2013.

À cette fin, la Commission propose de virer les crédits du budget 2012 disponibles sur les différentes lignes citées ci-dessus (64,6 millions d'EUR) vers les lignes couvrant les dépenses immobilières de la Commission à Bruxelles et à Luxembourg: 56,4 millions d'EUR sur la ligne 26 01 22 02 (acquisition et location d'immeubles à Bruxelles) et 8,2 millions d'EUR sur la ligne 26 01 23 02 (acquisition et location d'immeubles à Luxembourg), de manière à effectuer le paiement de loyers et de redevances dus pour les premiers mois de 2013 (et qui doivent être versés avant le 1^{er} janvier prochain) au titre du budget 2012, et non du budget 2013.

1 Décision du Conseil 2011/866/UE

2 COM(2011)820

3 Article 316, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'UE, article 9, paragraphe 6, du règlement financier.

En cas d'arrêt favorable à son recours, la Commission demandera à l'autorité budgétaire le renforcement des lignes des salaires et pensions à partir des crédits qui seront restés disponibles dans le budget 2013 sur les lignes couvrant les dépenses immobilières à la suite des paiements réalisés fin 2012, et éviterait, dans la mesure du possible, de devoir solliciter des crédits supplémentaires en 2013.

Par ailleurs, la Commission propose de renforcer de 1,45 million d'EUR la ligne 25 01 02 11 (autres dépenses de gestion du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique» – informatique) pour permettre au Secrétariat général d'accélérer les travaux de rationalisation et d'intégration de plusieurs systèmes d'information propres à l'institution. En particulier, les crédits serviront à l'analyse et au développement du système «extended eGreff» qui permettra de réduire le nombre de systèmes d'information dans le domaine législatif et d'ainsi couvrir toutes les phases du cycle de vie des actes législatifs, à savoir la préparation, la soumission, l'adoption, la finalisation et la transmission aux différents acteurs impliqués dans le processus.

Ligne / Intitulé								
CND/ CE CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
01 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Affaires économiques et financières»								
CND	54.238.966	0	0	52.690.525	1.548.441	-1.302.458	-2,40%	245.983
02 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Entreprises»								
CND	71.247.993	0	0	69.213.970	2.034.023	-1.710.902	-2,40%	323.121
02 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» - Personnel externe								
CND	5.819.863	0	-32.712	5.664.968	122.183	-75.699	-1,30%	46.484
03 01 01 - Dépenses administratives du domaine de la politique «Concurrence» - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine de la politique «Concurrence»								
CND	75.644.783	0	0	73.485.238	2.159.545	-1.816.483	-2,40%	343.062
03 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine de la politique «Concurrence» - Personnel externe								
CND	5.877.977	0	12.522	5.690.499	200.000	-200.000	-3,40%	0
04 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Emploi et affaires sociales»								
CND	59.956.236	0	0	58.244.575	1.711.661	-1.439.749	-2,40%	271.912
05 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Agriculture et développement rural»								
CND	100.726.475	0	0	97.850.885	2.875.590	-2.418.778	-2,40%	456.812
06 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Mobilité et transports»								
CND	34.374.908	0	0	33.393.556	981.352	-825.456	-2,40%	155.896
07 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Environnement et action pour le climat»								
CND	60.955.506	0	0	59.215.318	1.740.188	-1.463.745	-2,40%	276.443
07 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» - Autres dépenses de gestion								
CND	5.926.675	0	170.963	5.410.590	687.048	-200.000	-3,37%	487.048
08 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Recherche» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Recherche»								
CND	9.193.290	0	0	8.930.836	262.454	-220.762	-2,40%	41.692
09 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Société de l'information et médias»								
CND	39.970.823	0	0	38.829.716	1.141.107	-959.833	-2,40%	181.274
11 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Affaires maritimes et pêche»								
CND	29.678.337	0	0	28.831.065	847.272	-712.676	-2,40%	134.596
12 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Marché intérieur»								
CND	46.765.864	0	0	45.430.769	1.335.095	-1.123.004	-2,40%	212.091

Ligne / Intitulé								
CND/ CE CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
12 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur» - Personnel externe								
CND	6.568.336	0	-52.968	6.400.398	114.970	-300.000	-4,57%	-185.030
13 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Politique régionale»								
CND	59.156.818	0	0	57.467.980	1.688.838	-1.420.552	-2,40%	268.286
14 01 01 - Dépenses administratives du domaine de la politique «Fiscalité et union douanière» - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine de la politique «Fiscalité et union douanière»								
CND	44.067.833	0	0	42.809.763	1.258.070	-1.058.216	-2,40%	199.854
14 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine de la politique «Fiscalité et union douanière» - Personnel externe								
CND	5.852.798	0	360.000	5.985.776	227.022	-400.000	-6,83%	-172.978
15 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Éducation et culture»								
CND	52.261.852	0	0	50.769.855	1.491.997	-1.254.981	-2,40%	237.016
15 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture» - Personnel externe								
CND	3.973.490	0	26.250	3.799.740	200.000	-200.000	-5,03%	0
16 01 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Communication» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Communication»: siège								
CND	61.854.849	0	0	0	61.854.849	-1.485.341	-2,40%	60.369.508
17 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Santé et protection des consommateurs»								
CND	77.743.252	0	0	75.523.799	2.219.453	-1.866.875	-2,40%	352.578
17 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs» - Personnel externe								
CND	7.776.354	0	775.447	8.317.252	234.549	-200.000	-2,57%	34.549
18 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «affaires intérieures» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «affaires intérieures»								
CND	30.477.753	0	0	29.607.659	870.094	-731.873	-2,40%	138.221
19 01 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures» - Dépenses liées au personnel en activité des directions générales «Relations extérieures»								
CND	7.394.602	0	0	0	7.394.602	-177.569	-2,40%	7.217.033
20 01 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Commerce» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Commerce»								
CND	47.265.499	0	0	0	47.265.499	-1.135.002	-2,40%	46.130.497
21 01 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP» - Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale du développement et de la coopération - EuropeAid								
CND	75.944.564	0	0	0	75.944.564	-1.823.682	-2,40%	74.120.882
21 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP» - Personnel externe de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid								
CND	4.727.382	0	53.443	4.080.825	700.000	-700.000	-14,81%	0
22 01 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement» - Dépenses relatives au personnel en activité de la direction générale «Élargissement»								
CND	23.382.932	0	0	0	23.382.932	-561.502	-2,40%	22.821.430
23 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire» - Dépenses relatives au personnel en activité du domaine politique «Aide humanitaire»								
CND	20.085.339	0	0	19.511.933	573.406	-482.316	-2,40%	91.090

Ligne / Intitulé								
CND/ CE CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
25 01 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»								
CND	141.332.506	0	0	0	141.332.506	-3.393.865	-2,40%	137.938.641
25 01 01 03 - Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»- Traitements, indemnités et allocations liés aux membres de l'institution								
CND	9.248.000	0	0	9.048.000	200.000	-200.000	-2,16%	0
25 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique» - Autres dépenses de gestion du domaine politique «Coordination des politiques de la Commission et conseil juridique»								
CND	12.133.119	0	1.635.167	11.772.842	1.995.444	1.450.000	11,95%	3.445.444
26 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Administration de la Commission»								
CND	105.722.828	0	0	102.704.600	3.018.228	-2.538.758	-2,40%	479.470
26 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Personnel externe								
CND	5.584.921	0	365.713	5.668.987	281.647	-150.000	-2,69%	131.647
26 01 22 02 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Acquisition et location d'immeubles à Bruxelles								
CND	207.983.000	507.516	-596.000	207.893.852	664	56.367.000	27,10%	56.367.664
26 01 23 02 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Acquisition et location d'immeubles à Luxembourg								
CND	40.319.000	98.387	0	40.387.557	29.830	8.232.000	20,42%	8.261.830
27 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Budget»								
CND	41.769.511	0	0	40.577.054	1.192.457	-1.003.025	-2,40%	189.432
27 01 02 09 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Personnel externe - Gestion non décentralisée								
CND	1.652.723	0	-1.650.065	0	2.658	-2.658	-0,16%	0
27 01 02 19 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée								
CND	9.309.894	0	-6.788.251	0	2.521.643	-2.521.643	-27,09%	0
28 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Audit» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Audit»								
CND	9.992.705	0	0	9.707.429	285.276	-239.958	-2,40%	45.318
29 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Statistiques»								
CND	63.953.318	0	0	62.127.547	1.825.771	-1.535.732	-2,40%	290.039
29 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques» - Personnel externe								
CND	5.552.910	194.868	-27.260	5.515.638	204.880	-600.000	-10,81%	-395.120
30 01 13 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Pensions et dépenses connexes» - Indemnités transitoires								
CND	2.251.000	0	0	1.851.000	400.000	-400.000	-17,77%	0
30 01 13 02 - Dépenses administratives du domaine politique «Pensions et dépenses connexes»- Pensions des anciens membres et de leurs dépendants survivants								
CND	4.703.000	0	0	4.403.000	300.000	-300.000	-6,38%	0
30 01 14 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Pensions et dépenses connexes» - Indemnités en cas de mise en disponibilité, de retrait d'emploi et de licenciement								
CND	4.393.000	0	0	4.103.000	290.000	-290.000	-6,60%	0

Ligne / Intitulé								
CND/ CE CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
30 01 14 02 - Dépenses administratives du domaine politique «Pensions et dépenses connexes»- Couverture des risques de maladie								
CND	149.000	0	0	109.000	40.000	-40.000	-26,85%	0
30 01 15 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Pensions et dépenses connexes» - Pensions, allocations d'invalidité et allocations de départ								
CND	1.242.559.143	0	0	1.230.659.143	11.900.000	-11.900.000	-0,96%	0
30 01 15 02 - Dépenses administratives du domaine politique «Pensions et dépenses connexes»- Couverture des risques de maladie								
CND	41.178.571	0	0	40.178.571	1.000.000	-1.000.000	-2,43%	0
31 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Services linguistiques»								
CND	319.167.022	0	0	310.055.281	9.111.741	-7.664.264	-2,40%	1.447.477
31 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques» - Personnel externe								
CND	11.324.662	0	-249.469	10.775.193	300.000	-300.000	-2,65%	0
31 01 07 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Services linguistiques» - Dépenses de traduction								
CND	13.538.000	0	0	11.893.362	1.644.638	-1.500.000	-11,08%	144.638
32 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Énergie» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Énergie»								
CND	56.159.007	0	0	54.555.752	1.603.255	-1.348.565	-2,40%	254.690
32 01 02 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Énergie» - Personnel externe								
CND	3.119.918	0	-292.547	2.677.371	150.000	-150.000	-4,81%	0
33 01 01 - Dépenses administratives du domaine politique «Justice» - Dépenses relatives au personnel en activité dans le domaine politique «Justice»								
CND	29.278.629	0	0	28.442.768	835.861	-703.078	-2,40%	132.783
Total PRÉLÈVEMENT CND						- 66.049.000		
Total RENFORCEMENT CND						66.049.000		